

Nouveau gouvernement israélien, même apartheid israélien

Description

Par Ariel Gold, le 15 juin 2021

L'annonce de Naftali Bennett est l'illustration parfaite de la manière dont fonctionne le système d'apartheid d'Israël.



Le Premier ministre israélien Naftali Bennett parle au Forum Saban à Washington DC, le 6 décembre 2015. (Photo: Ralph Alswang/Brookings Institute)

Après 12 ans, Israël a finalement donné l'investiture à un nouveau Premier ministre. S'il est salué par beaucoup comme le symbole d'un nouveau départ, Naftali Bennett est au mieux un gardien des politiques de Netanyahu et au pire un idéologue dont les positions sont à droite de celles de Netanyahu.

En 2013, alors que les pourparlers de paix au Moyen-Orient devaient reprendre après un gel de cinq ans, Bennett aurait affirmé au conseiller pour la sécurité nationale israélienne Yaakov Amidror : « [J'ai tué plein d'Arabes dans ma vie et je n'ai pas de problèmes avec cela](#) ».

En 2014, Bennett, qui avait été auparavant le directeur du Conseil des colonies du Yesha, a contredit Netanyahu en affirmant que tous les juifs israéliens vivant en Cisjordanie, même ceux vivant dans des avant-postes en violation du droit israélien, devraient rester sous souveraineté israélienne et a appelé à construire plus de colonies. « Il est temps d'agir », a-t-il dit. « Nous devons continuer à construire dans tous les coins de la Terre d'Israël, avec détermination et sans confusion. Nous construisons et nous n'arrêterons pas. »

En 2016, en tant que ministre de l'Éducation d'Israël, Bennett a appelé les juifs israéliens à « donner [leurs] vies » pour annexer la Cisjordanie. Si cela peut paraître relativement anodin, cela ne l'était pas. Les remarques de Bennett évoquaient le kahanisme, une idéologie supracraciste juive, basée sur les opinions du [rabbin Meir Kahane](#), qui appelle à utiliser violence et terrorisme pour sécuriser Israël en tant qu'État ethno-nationaliste. En 1994, un colon israélien disciple de Kahane, Baruch Goldstein, a massacré des Palestiniens dans la mosquée Ibrahimy en Cisjordanie. En 1988, le parti Kach [fondé par Kahane] a été interdit de candidature à la Knesset israélienne. En 2004, le Département d'État des États-Unis a qualifié Kach d'organisation terroriste.

Le dimanche 13 juin 2021, juste avant son investiture en remplacement de Netanyahu comme Premier ministre d'Israël, Bennett a réitéré ses opinions anti-palestiniennes en proclamant

que son gouvernement Â« renforcerait les colonies sur lâ??ensemble de la Terre dô??IsraË«l Â».

Ce nâ??est pas seulement sur la question palestinienne que Bennett est un idÃ©ologue dô??extrÃ©me-droite. Bennett utilise son adhÃ©sion au judaËme orthodoxe comme couverture Ã son opposition au mariage gay. Â« Le judaËme ne reconnaÃ®t pas le mariage gay, exactement comme nous ne reconnaissons pas comme casher le mÃ©lange de lait et de viande et rien ne changera cela Â», [a-t-il dÃ©clarÃ©](#). Netanyahu, au contraire, se vante dô??Ãªtre pro-droits LGBTQ+. Pas plus tard quâ??en 2018, il [Ã©crivait](#) : Â« Je suis fier dô??Ãªtre le Premier ministre dô??une des dÃ©mocraties les plus ouvertes et les plus libres du monde â?! IsraË«l respecte systÃ©matiquement lâ??Ã©galitÃ© civile et les droits civiques de tous ses citoyens, indÃ©pendamment de leur race, de leur religion, de leur genre ou de leur orientation sexuelle. Â»

Alors pourquoi des politiciens et des organisations progressistes rÃ©agissent-ils si positivement au changement en IsraË«l ? Bernie Sanders, connu pour ses positions progressistes et pour Ãªtre un champion des droits palestiniens au CongrÃ©s [amÃ©ricain], [a dit dans une vidÃ©o](#) quâ??il Ã©tait Â« optimiste Â» sur le fait quâ??il serait plus facile pour eux de travailler avec le nouveau gouvernement. *Americans for Peace Now* [AmÃ©ricains pour la Paix maintenant], lâ??organisation soeur de *Shalom Achshav*, la prÃ©Ã©minente organisation anti-colonisation/pro-paix dô??IsraË«l, a publiÃ© une [dÃ©claration](#) disant quâ??elle Â« salue la prestation de serment du nouveau gouvernement dô??IsraË«l Â». Dimanche soir, aprÃ©s la prestation de serment du nouveau gouvernement, des milliers dô??IsraË«liens sont sortis dans [les rues de Tel Aviv](#) â?? considÃ©rÃ©e comme le bastion en IsraË«l du progressisme lâc â?? et lâ??ont cÃ©lÃ©brÃ©e toute la nuit.

Une rÃ©ponse se trouve dans le degrÃ© auquel les gens, tant Ã lâ??intÃ©rieur quâ??Ã lâ??extÃ©rieur dô??IsraË«l, en avaient assez du rÃ©gime de Netanyahu. Son mandat a Ã©tÃ© perturbÃ© par des accusations de corruption et des manoeuvres rusÃ©es pour rester au pouvoir et par ce qui est devenu un cycle interminable dô??Ã©lections israË«liennes, pendant lequel le gouvernement a Ã©tÃ© paralysÃ© et incapable de faire voter un budget pendant les trois derniÃ©res annÃ©es.

Lâ??autre rÃ©ponse, cependant, est que câ??Ã©tait le meilleur changement qui pouvait Ãªtre obtenu dô??un gouvernement qui empÃªche environ cinq millions de personnes vivant sous sa domination dô??Ãªtre autorisÃ©es Ã voter. Voici la situation :

Environ 20% des citoyens israË«liens sont Palestiniens. Ils peuvent voter dans toutes les Ã©lections israË«liennes et ont des reprÃ©sentants Ã la Knesset. Cette Ã©lection a vu un parti palestinien rejoindre pour la premiÃ©re fois une coalition gouvernementale israË«lienne. Cependant, les Palestiniens avec la citoyennetÃ© israË«lienne reprÃ©sentent seulement environ un tiers des Palestiniens vivant sous domination et occupation militaire israË«liennes.

Bien que lâ??AutoritÃ© palestinienne et le Hamas soient les gouvernements officiels de Cisjordanie et de Gaza respectivement, IsraË«l est la puissance absolue en charge. IsraË«l contrÃªle les frontiÃ©res, la monnaie et la banque centrale. Il collecte les impÃªts au nom de lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP), maintient un droit dô??exÃ©cuer des opÃ©rations militaires sur sol palestinien et contrÃªle la quantitÃ© de libertÃ© ou manque de libertÃ©, qui est accordÃ©e aux Palestiniens.

IsraË«l approuve seulement environ [la moitiÃ© des permis](#) demandÃ©s par les rÃ©sidents de Gaza afin de voyager hors de Gaza pour un traitement mÃ©dical vital. En 2017, 54 personnes sont mortes

dans l'attente d'un permis de voyager pour traitement médical, ce qui a conduit *Amnesty International*, *Human Rights Watch*, *Medical Aid for Palestinians* (MAP), *Physicians for Human Rights Israel* (PHRI), et *Al Mezan Center for Human Rights*, à publier une [déclaration](#) appelant à la levée du blocus de Gaza.

Les raisons pour refuser aux habitants de Gaza un traitement médical nécessaire sont souvent absurdes, comme leur refuser l'autorisation de voyager parce qu'un parent un jour a [déménagé](#) de Gaza en Cisjordanie sans une permission israélienne. Même sans exécuter un massacre, tel que celui de mai 2021 qui [a tué 256 Palestiniens](#), Israël contrôle le carburant et les matériaux de construction accessibles aux Gazaouis. A certains moments, il a même contrôlé la quantité d'importation de nourriture selon le nombre de [calories](#) que les Gazaouis devraient consommer.

Israël ne contrôle pas seulement les frontières extérieures de la Cisjordanie, mais ce qui se passe à l'intérieur également. Alors que l'Autorité palestinienne gère les services et l'infrastructure pour une grande partie de la Cisjordanie, Israël est l'autorité suprême. Les conseils régionaux des colonies israéliennes contrôlent [40%](#) du territoire de la Cisjordanie. Même dans des zones comme Ramallah, supposées sous contrôle complet de l'Autorité palestinienne, Israël se réserve le droit d'entrer dans la cité à n'importe quel moment, de fermer des rues et des magasins, de faire irruption dans les maisons et d'arrêter les habitants sans mandat.

Si l'AP maintient effectivement un système judiciaire et pénal, qui est lui-même incroyablement répressif, les Palestiniens sont aussi soumis au système des tribunaux militaires d'Israël et à des lois comme l'[Ordonnance militaire 101](#), qui interdit les manifestations pacifiques. Bien qu'ils soient poursuivis dans les tribunaux militaires israéliens et purgent des peines dans les prisons militaires israéliennes, les Palestiniens n'ont rien à dire sur qui est recruté pour diriger l'armée israélienne, encore moins les tribunaux militaires.

Israël s'est emparé de Jérusalem en 1967 et a formellement, et illégalement, annexé en 1980. On pourrait en conclure raisonnablement qu'Israël aurait alors absorbé les Palestiniens de Jérusalem Est, maintenant au nombre d'environ [370 000](#), et en aurait fait des citoyens israéliens.

Mais plutôt que d'avoir la citoyenneté, cependant, les Palestiniens de Jérusalem détiennent le statut de résidents permanents, leur permettant de voter dans des élections municipales, mais pas nationales. Même si cela peut être première vue paraître aller dans la bonne direction, un examen plus attentif révèle une manipulation minutieuse des données démographiques pour garantir à tout moment une majorité d'au moins 70% de juifs. Par des politiques comme une imposition exorbitante, la demande constante de preuves de résidence et le refus de la réunification familiale, Israël s'est arrangé depuis 1967 pour convoquer le statut de résident de [14 595](#) habitants palestiniens de Jérusalem.

En ce moment même, les tribunaux d'Israël sont en train de [nettoyer ethniquement le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem Est](#). Avant la Nakba, quand plus de 750 000 Palestiniens ont été expulsés de leurs maisons et de leurs terres pour établir l'Etat d'Israël, deux trusts juifs ont acheté une parcelle de terre dans le quartier de Sheikh Jarrah. Quand Israël a été établi, les familles juives vivant à Sheikh Jarrah ont quitté pour Jérusalem Ouest, étant donné que

cette section de la cité faisait maintenant partie du nouvel Etat d'Israël, alors que Jérusalem Est était sous contrôle jordanien et onusien. En 1956, la Jordanie et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine ont relocalisé à Sheikh Jarrah 28 familles palestiniennes qui avaient été expulsées de leurs maisons situées à l'intérieur du nouvel Etat d'Israël. En échange de l'abandon de leur statut légitime de réfugiés, les 28 familles devaient recevoir la propriété de leurs biens à Sheikh Jarrah, mais elles n'ont jamais obtenu les actes notariés de propriété. Israël essaie maintenant de redonner ces propriétés aux trusts juifs qui les ont ultérieurement vendues à Nahalat Shimon, une compagnie immobilière [enregistrée dans l'état américain du Delaware](#). Le pire est qu'alors Israël utilise régulièrement cette tactique pour faire partir les Palestiniens de Jérusalem Est, le droit israélien empêche les Palestiniens de récupérer la propriété qu'ils ont perdue lors de la Nakba, même s'ils résident encore dans des zones contrôlées par Israël.

2021 marque les 54 années de l'occupation, dont 14 années de siège de Gaza, et 28 années depuis la signature des Accords d'Oslo qui étaient supposés créer un Etat palestinien. [600 000](#) citoyens israéliens vivent maintenant dans les quelque 200 colonies israéliennes illégales qui couvrent la Cisjordanie et Jérusalem Est.

La répartition de qui est et qui n'est pas autorisé à voter entre le Jourdain et la mer Méditerranée les motivations d'Israël :

- Nombre d'Israéliens juifs vivant à l'ouest de la ligne de l'armistice de 1949 (la Ligne verte), à Jérusalem Est, et dans les colonies de Cisjordanie : 6,589 millions (Bureau israélien central des statistiques)
- Nombre de citoyens palestiniens d'Israël (Palestiniens qui peuvent voter dans les élections nationales): 1,5 million (Bureau israélien central des statistiques et Municipalité de Jérusalem)
- Nombre de Palestiniens en Cisjordanie, Jérusalem Est et Gaza qui ne peuvent pas voter dans les élections nationales israéliennes : 4,88 millions (Bureau central des statistiques de l'Autorité palestinienne)

Alors que nous faisons connaissance avec le nouveau Premier ministre et son gouvernement, alors que nous continuons à regarder Israël faire partir par la force les Palestiniens de Jérusalem Est, alors que nous nous inquiétons à l'idée d'un prochain massacre à Gaza, et que nous continuons à entendre l'absurde caractérisation d'Israël comme un Etat démocratique, n'oublions pas que le droit de vote est accordé seulement qu'à 60% de la population totale et que seulement un tiers des Palestiniens qui vivent sous domination israélienne ont eu leur mot à dire sur le fait que Naftali Bennett devienne le treizième Premier ministre d'Israël.

Ariel Gold est co-directeur national de CODEPINK et dirige leurs campagnes pour les droits des Palestiniens.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction CG pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. apartheid israélien

2. Élections
3. gouvernement
4. Législatives
5. Mondoweiss
6. naftali bennett
7. premier ministre

date création
2021/06/21